



Alc
Agir pour le Lien social
et la Citoyenneté

DOSSIER PRESSE



Association reconnue d'utilité publique (RUP)
par l'État depuis 1921



CONTACT



VOUS ÊTES JOURNALISTE ET VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS ?



Contact Presse

Camille Constans

2 avenue du Docteur Émile Roux, 06200 Nice

Tél. / 04 93 52 42 52

Courriel / developpement@association-alc.org

QUI SOMMES-NOUS ?

Notre association Agir pour le lien social et la citoyenneté (ALC) est présente depuis plus de 100 ans pour aider et protéger les enfants comme les adultes en situation de vulnérabilité et d'exclusion dans le département des Alpes-Maritimes. Fondée en 1911, elle est l'une des rares associations du territoire Reconnue d'utilité publique (RUP) par l'État français.

Notre mission en deux mots : protéger et insérer les plus vulnérables d'entre nous.



Notre mission : protéger et insérer les plus vulnérables

ALC agit sur l'ensemble des Alpes-Maritimes au titre de la protection de l'enfance, de la lutte contre les exclusions et de la demande d'asile.

En matière d'accueil et de protection des victimes de traite des êtres humains, ALC possède également une antenne dans le Var et pilote le dispositif national français d'accueil et de protection des victimes de traite des êtres humains, appelé Ac.Sé. Sur ce sujet, mais aussi sur celui des enfants migrants (MNA), ALC est impliquée dans plusieurs réseaux et projets européens. Nous appliquons dans notre action les principes de neutralité politique, philosophique et religieuse.

Pour réaliser notre mission, nous construisons notre action autour de 3 valeurs fortes :

- L'engagement de nos équipes et de notre gouvernance
- L'adaptabilité afin de proposer des réponses aux besoins sociaux urgents et émergents
- Le principe de participation au cœur de notre gouvernance et fonctionnement quotidien.

Association reconnue d'utilité publique (RUP)
par l'État depuis 1921



ALC EN 4 CHIFFRES

L'IMPACT SOCIAL DE L'ACTION D'ALC SUR LE TERRITOIRE EST TRÈS IMPORTANT. PRÈS DE 6000 ENFANTS ET 12000 PERSONNES HÉBERGÉES, SOUTENUES, RÉINSÉRÉES, AIDÉES, ACCOMPAGNÉES.



5992

Nombre d'enfants et mineurs protégés et soutenus



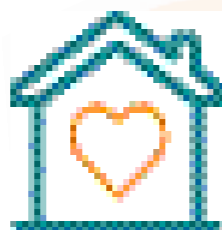
48 664

Nombre d'appels au 115



285

Nombre de salariés en insertion



12 295

personnes soutenues, mises à l'abri, protégées

* CHIFFRES DE 2020

NOTRE ACTION

MISSION N°1 : PROTÉGER

Protéger bébés et parents, enfants et jeunes

Nous protégeons les bébés et leurs parents dans nos centres d'accueil, les enfants isolés dans nos maisons d'accueil, les enfants en danger à la demande du juge ou de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) dans le cadre des actions éducatives en milieu ouvert, les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires de la ville dans le cadre de la Prévention spécialisée.

Protéger les victimes de violence et de traite des êtres humains (TEH)

Nous mettons à l'abri les femmes victimes de violence et leurs enfants, protégeons les enfants victimes de violence intrafamiliales. Nous pilotons le dispositif national d'accueil et de protection des victimes de TEH, appelé Ac.Sé.

Protéger les familles et personnes sans domicile

Nous gérons le 115, le numéro de l'urgence sociale des Alpes-Maritimes. Nous mettons à l'abri familles et personnes sans domicile dans nos hébergements d'urgence.

Protéger les demandeurs d'asile, réfugiés, enfants migrants

Nous hébergeons et accompagnons les demandeurs d'asile, soutenons l'insertion par le logement des réfugiés, protégeons et accompagnons l'insertion des enfants migrants (Mineurs non accompagnés)

MISSION N°2 : INSÉRER

Insérer par l'accès aux soins, au logement, aux droits et à la citoyenneté

Nous aidons les personnes en grande difficulté à se soigner, accompagnons les personnes sans domicile ou exclues vers le logement, les aidons à faire valoir leurs droits et à redevenir des citoyens à part entière.

Insérer par la formation et l'emploi

Nous proposons des missions tremplin vers l'emploi (IAE), organisons des chantiers d'insertion (IAE), soutenons l'accès à la formation, remettons à l'activité de personnes éloignées de l'emploi.



Nice nice-matin
Mercredi 4 mai 2022 8

Villa Victoria, un lieu pour fuir et soigner les sévices

Un nouveau centre d'accueil d'urgence est dédié aux femmes et à leurs enfants victimes de violences. Un abri au vert, pour se poser, renaître avant de reprendre possession de sa vie.

À la Villa Victoria, elles arrivent seules ou avec leurs enfants. Effrayées. Violées. Peu à peu, elles retrouvent, peuvent retrouver une forme d'émancipation, reprennent possession de leur vie, de leurs petits, qui sont des adultes en devenir. Victima ? Comme une victoire face à l'horreur qui leur a fait « mal ». Ce sont les résidentes qui ont choisi le nom de ce centre d'accueil d'urgence. Inauguré dimanche dernier par le secrétaire régional et qui protège depuis décembre des femmes seules ou des mères avec enfants, aux prises d'un mari, d'un amant violent. Ce site est la propriété de l'association départementale ALC (Aide pour le lien social et la citoyenneté), dont le but est de protéger et les aider. Les plus vulnérables : sans domicile stable, en danger imminent, réfugiées... Des résidentes d'origine dans différents services des Alpes-Maritimes. Et donc, désormais, les femmes battues, ou subissant des violences psychologiques, ont leur propre lieu de vie, dans la verdure. Explications en compagnie de l'équipe responsable : Sophie Bigot, chef de service, Laila, Agnès, directrice du pôle, Camille Costanzo, responsable du développement de PALC, Kressina Fredon, coordinatrice du centre.

Comment est née cette nouvelle structure ?
En 2020, l'association, qui gère le numéro 115, téléphone social de mise à l'abri, a été invitée à de multiples reprises pour des mises à l'abri de femmes victimes de violences : 540 personnes sur l'ensemble du département. Face à cette flambée de violence, avec notre financeur, la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, nous avons réfléchi à des alternatives de prise en charge de ces publics.

Comment faites-vous jusqu'à la crise sanitaire pour gérer ces situations ?
Nous avions un volume de visites variables nécessitant des conventions avec des hôtels, des accueils de nuit dans différentes communes, des accueils d'urgence... Toujours sur de courtes périodes. Mais les dames qui allaient à l'hôtel étaient un peu perdues, sans repère et retournaient chez elles. Nous avions déjà cette villa qui avait servi à accueillir diverses personnes. Nous l'avons mise à disposition de façon pérenne aux femmes et mères avec enfants.

De quelle place disposez-vous ?
De 3 600 m² sécurisés, surveillés, répartis sur deux bâtiments. Le bâtiment principal regroupe vingt studios et deux logements plus grands pour des mères accompagnées jusqu'à quatre enfants. Un autre bâtiment propose vingt places. Chaque famille a son studio ou son F2, mais il y a aussi une partie collective pour échanger, recevoir des amis, mener une solidarité précieuse.

Combien de résidentes actuellement ?
Douze femmes de 22 à 49 ans, issues de tous les milieux et vingt enfants.

Quel est le critère d'entrée à la Villa Victoria ?
La dangerosité. À partir de 125, une femme se déclare. Nous évaluons le lien de dangerosité, nous rencontrons la personne. Le lien peut aussi être fait par un commissariat.

Et sans être forcément validé, que se passe-t-il ?
Une équipe de huit travailleurs sociaux (sur un total de quatorze) est présente sept jours sur sept. Le centre d'information des droits des femmes et des familles détache un juriste et deux psychologues. Une journée se déroule entre suivi psychologique, démarches, activités : fresque, jardin potager...

Quelle est la différence avec les accueils précédents en ville ?
L'insécurité dans les logements, si les dames souhaitent rester seules. Mais elles ont aussi la possibilité d'échanger et se rendent compte qu'elles ne sont pas les seules à avoir vécu des souffrances. Le groupe soutient, aide à retracer du lien plus facilement, il y a une solidarité précieuse.

Combien de temps peut rester une résidente ?
Trois mois renouvelables une fois. C'est de l'hébergement d'urgence. Le but est de travailler sur une réorientation.

Est-ce que c'est gratuit ?
Oui, pour l'hébergement, financé dans le cadre de l'aide sociale au logement, mais dans certains cas il peut y avoir aussi un soutien financier.

Et après ?
Depuis l'ouverture de la Villa, certaines résidentes suivent une formation, ont signé des CDD. Trois d'entre elles ont quitté le centre ; deux sont rentrées chez elles avec éviction de l'auteur des violences et la situation de la troisième a nécessité un éloignement. Il faut qu'elles arrivent à dépasser leur statut de victimes. Mais nous ne sommes pas là ni pour juger, ni pour dévaloriser l'image du père. Nous respectons la relation parentale.

CHRISTINE BINAUD
christine@nicematin.fr

Savoir +
www.alc06.com

(Photo Sébastien Bédère)

À la Villa Victoria, les logements individuels offrent des bulles de repos, tandis que la partie collective est un lieu de vie permettant aux femmes de retrouver du lien social, d'échanger, de sentir qu'elles ne sont pas seules dans la douleur.

* PROTECTION D'URGENCE DES FEMMES ET DE LEURS ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES : INAUGURATION DE LA VILLA VICTORIA

noignages

"Nous avons dû voler pour manger" : après avoir fui l'Ukraine, Anna et Natalia ont été victimes d'une tentative d'exploitation

Envoyée spéciale dans le sud de la France - Valentine Pasquero
France Télévisions

Publié le 02/05/2022 06:58 Mis à jour le 4 mai 2022 à 22 minutes

Temps de lecture : 8 min



Elles sont désormais à l'abri, au cœur d'un village de vacances reculé, niché dans la nature. Anna et Natalia, 43 et 50 ans, vivent dans ce centre d'hébergement pour réfugiés depuis la mi-avril, dans le sud-est de la France, après avoir été prises en charge dans un département voisin. Après surtout trois semaines "de cauchemar" entre l'Espagne et le sud de la France. Ces mères de famille ukrainiennes, arrivées début mars en Europe, affirment avoir vécu une tentative d'exploitation domestique en prenant la route de l'exil.

Recrutées pour travailler comme assistantes maternelles au sein d'une famille originaire d'Ukraine et réfugiée en Europe, Anna et Natalia relatent avoir travaillé sans relâche, "24 heures sur 24 avec les enfants", sans aucune pause. Anna, assistante maternelle depuis quinze ans en Ukraine, a "maintenant peur d'aller travailler dans une famille, de dormir

Franceinfo a recueilli les témoignages de deux femmes réfugiées mises à l'abri dans le sud de la France, après avoir vécu, selon leur récit, une tentative d'exploitation domestique en Espagne, puis dans l'Hexagone, par un couple d'exilés originaires d'Ukraine.

Elles sont désormais à l'abri, au cœur d'un village de vacances reculé, niché dans la nature. Anna et Natalia, 43 et 50 ans, vivent dans ce centre d'hébergement pour réfugiés depuis la mi-avril, dans le sud-est de la France, après avoir été prises en charge dans un département voisin. Après surtout trois semaines "de cauchemar" entre l'Espagne et le sud de la France. Ces mères de famille ukrainiennes, arrivées début mars en Europe, affirment avoir vécu une tentative d'exploitation domestique en prenant la route de l'exil.

Recrutées pour travailler comme assistantes maternelles au sein d'une famille originaire d'Ukraine et réfugiée en Europe, Anna et Natalia relatent avoir travaillé sans relâche, "24 heures sur 24 avec les enfants", sans aucune pause. Anna, assistante maternelle depuis quinze ans en Ukraine, a "maintenant peur d'aller travailler dans une famille, de dormir

* MISE À L'ABRI DES RÉFUGIÉS UKRAINIENS



Don de plus de 10 000 aides, la cité de l'Ariane cumule les difficultés : un revenu de vie médian d'à peine 1 000 euros par mois contre 1 500 pour l'ensemble des Nicos, 46 % des habitants sans emploi et un taux de scolarisation des 16-24 ans de 53 %, contre 66 %.

Nice, avec le « bataillon » qui évient la violence dans les ci

Vincent-Xavier Morvan

« Ici, passé un dernier coude du Fallon, le futur à nez du fait de la dichotomie de l'ouest, se dégage sur fond de toitures alpines l'ancienne chapelle de l'ancien d'incinération. Voici l'Ariane. Un des « vieux » quartiers de reconquête (RQ) de Nice, et l'un de ses huit cités de la ville (CQPS). Cette cité d'après, collée entre les collines et le terrain difficile - un niveau de vie inférieur par mois contre 1 500 euros (des Nicos, 46 % des habitants sont en de sous 21 % dans toute la ville, un niveau des 16-24 ans de 53 %, comme partout au rang dans un quartier étranger passe 33 % du total, etc. En s'adressant entre les barres brèches, au pied d'un stèle en l'honneur des deux fils réservés à la fin qui commencent à arriver en lice, 53 kilomètres à peine de la promenade (jeu le Fallon, dans un autre moment, premier un habitat, pour être court de notes n'est pas comble, il subitement votre qualité. Il y a, nous trois professionnels qui ne sont pas les les pays, est « est pour les jours », les « ce sont des bulles », et les flux, une des flux ».

Lancé il y a un an par le gouvernement, ce dispositif permet d'envoyer éducateurs spécialisés et médiateurs sociaux auprès des jeunes de quartiers, les soirs et week-ends. Dans la cité de l'Ariane, les équipes se démènent pour « ramasser les petits » dans cet environnement hostile.

« Ce n'est pas de la violence », dit Hubert, comme un poisson dans l'eau dans ce quartier où il a vécu depuis son enfance. La troisième éducateur doit être recruté pour compléter cette équipe « d'observateurs », un terme préféré à celui de « bataillon » - leur trop militaire. Mais pour l'instant, l'association n'a pas trouvé le candidat idéal. « Ce n'est pas de la violence, mais en plus avec des horaires qui obligent à travailler le soir et le week-end. La prévention spécialisée, ça reste un métier, et il faut y aller, à la rencontre des jeunes », explique leur responsable, Jean-Louis Chaline, chef de service prévention spécialisée de l'AMC. Son association mène de nombreux projets éducatifs sur le terrain. L'un d'eux, des jeunes étaient allés réparer des sentiers de la forêt après le passage de la tempête Alex. Une autre fois, des jeunes filles de la commune ont été gravis avant pu partir à Barcelone sur la terre de leurs ancêtres.

En faire « un quartier comme les autres »
Du petit local de l'association, Hubert et Simona prennent le chemin de la salle de sport Sam-Louis, un bureau professionnel du quartier devrait prochainement en 2023. En laissant à sa droite le commissariat de police, qui se situe telle une forteresse, voilà le place du marché et son église moderne. Après les locaux de l'association caritative Mir, qui restent ici depuis trente ans, un long un terrain qui devrait bientôt abriter une école. En face, le long de la rue du Fallon, il se voit plus que de la tour n°4, un bâtiment de 16 étages détruit en 2016 dans le cadre du projet de renouvellement urbain, 150 millions d'euros ont investis par la collectivité pour rénover les logements sociaux et faire de l'Ariane « un quartier comme les autres ». Pour l'instant, seuls quelques jeux d'enfants ont remplacé l'ancienne tour, dégageant la vue sur les collines de la ville opposée et sa vue rapide très fréquentée. Pour un point de vue, un bon cadre de conserver elle-même le terrain local de la marchandise proposée, puis le théâtre municipal Lino Ventura annonçant prochainement un concert de rappeur Orelsan. Voilà enfin le complexe sportif. Ce soir, c'est Doudou, le frère du joueur olympique, qui organise une soirée de « bulles », des 16-24 ans, garçons et filles qui viennent apprendre les rudiments de « vieilles art ».

« C'est dommage de perdre le lien avec ces jeunes, tout le monde n'a pu le faire. Combien de fois je leur ai dit de venir la chercher dans la rue jusqu'au plus, qui va le faire à notre plus jeune, une fois l'association prendra. En repartant de la salle de sport, on croise Mohamed, alias Mohamed ou Dac. Tous trois ont reçu des coups au visage le soir « avant des bataillons de la prévention. Si aucune association n'a répondu, gouvernement. C'est Adam, une de longue date dans l'autre cité à Menton, situé à l'opposé de la ville. Depuis une semaine, nous ne pouvons, de 16 heures à minuit et midi, les rues et les immeubles démontrent un conflit qui pourrait ne pas être résolu, c'est déjà de j'aurais pu aller de la population », explique un quartier qui a revivé, et un gilet rouge, qui les identifie. « Ma première impression ? Il y a quelques semaines sans se décoller quel quartier n'a pas ? Après, à leur vers le gaz », nous est arrivé à l'Ariane comme dans les autres où il a été installé, la rue qui est en phase d'expérimentation étonnamment reconnait, vient capter qu'aurait ces différents intervenants. De même au local soufflent quelques heures. Ce ne peut rendre l'air à son tour dans le besoin de trouver une solution.

Un budget de 26 millions d'euros
Ces bataillons de la prévention, à 27 quartiers de l'arrière-pays, à 26 millions d'euros permettront de renforcer et moderniser, ce la vision du gouvernement en 2017. (Dans l'attente) repose sur deux forces, l'autorité et la sanction, favorise de police dans ces lieux tranquilles et sécurisés, et prévient

* LES ÉQUIPES DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE D'ALC DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE NICE, RENFORCÉES DANS LE CADRE DES « BATAILLONS DE LA PRÉVENTION »

ALC
Agir pour le Lien Social et la Citoyenneté

Agir pour le Lien Social et la Citoyenneté
Plus de soixante ans au service de...

Apparus officiellement en 1958 à l'attention des jeunes, cette association n'a plus cessé d'agir pour et avec les personnes confrontées à des difficultés sociales, en voie d'exclusion ou exclues. Face à l'émergence de nouveaux besoins et aussi à la détresse de publics très divers, ALC a aussi été conduite à prendre de multiples et nouvelles initiatives, en toute fidélité à ses valeurs fondamentales.

Dans les faits, l'ouverture à... (Text continues on the website page)

* ALC : MISSIONS ET HISTOIRE



ASSOCIATIONS

Elus bénévoles : un besoin de professionnalisation

Face à l'accélération des évolutions du secteur social et médico-social, les directeurs comptent sur leur conseil d'administration pour prendre les bonnes décisions. Cela implique d'assurer la maîtrise des compétences de leurs administrateurs. Un sujet encore négligé.

En 2015, L'ENCADREMENT HUMAIN DES ÉTABLISSEMENTS COMPTAIT PRÈS DE 84 000 ADMINISTRATEURS pour les établissements de services sociaux, médico-social, et sanitaires. Ils y participent par les conseils d'administration pour prendre les bonnes décisions. Cela implique d'assurer la maîtrise des compétences de leurs administrateurs. Un sujet encore négligé.

Le conseil d'administration est l'organe de décision de l'établissement. Ses membres, les administrateurs, ont pour tâche de définir les orientations stratégiques de l'établissement et de contrôler leur mise en œuvre. Ils sont élus par les représentants des usagers, des salariés et des bénévoles. Leur rôle est donc crucial pour la réussite de l'établissement. Cependant, leur formation et leur professionnalisation sont souvent négligées.

* VIE ASSOCIATIVE : LE RÔLE DES ADMINISTRATEURS

LE MONDE *diplomatique*

NUMÉRO DU MOIS ARCHIVES CARTES AUDIO MANIÈRE DE VOIR HORS-SÉRIES

novembre 2018, page 21

DES JEUNES FILLES TROMPÉES PAR LEURS AÎNÉES

Prostituées nigérianes victimes du « juju »

En France, désormais, l'importance des réseaux de prostitution nigérianes dépasse celle des filières chinoises ou est-européennes. Présentes dans toute la France, les jeunes filles y sont le plus souvent attirées par des compatriotes plus âgées qui leur font miroiter une vie meilleure. Et qui, au moment du départ, s'assurent de leur docilité en confectionnant un petit objet doté de pouvoirs magiques :

PAR MATHILDE HAREL

En France, la prostitution nigérianne est un phénomène massif qui n'a cessé de se développer ces trente dernières années. Originaires de l'État d'Edo, et en particulier de la ville de Benin City ou des villages des alentours, de nombreuses jeunes filles, parfois mineures, succombent aux sirènes de l'Europe. Le plus souvent, ce sont des femmes nigérianes comme

* LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Appels à projets : un levier de croissance risqué

Management | Publié le : 13.04.2021 | Dernière Mise à jour : 13.04.2021



Illustration : M. Jean / BSP via AFP

Par les acteurs du secteur médico-social, les appels à projets sont un levier de développement indéniable. Mais ils présentent un risque de déinstrumentalisation par les pouvoirs publics.

ARS, ministères, départements... Depuis une dizaine d'années, le secteur médico-social s'appuie sur les appels à projets pour développer ses activités.

*** VIE ASSOCIATIVE : LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS**

nice-matin

Les coupes sombres dans les subventions octroyées par le conseil régional ont une mission est de réinsérer dans la société des personnes loin de l'emploi.

LM - Publié le 02/04/2018 à 05:03 - mis à jour le 02/04/2018 à 05:03



À gauche, Joao et Kamel, les responsables d'associations porteuses de chantiers d'insertion : Capucine Guirot (directrice de C.A. Immain (président de Montagny habits), Jean-Marie Pouget (vice-président de DEPIEL), Kattoun Daanouni (responsable de Belle Ledémez (directrice d'Emplois et services o&i), Sylvie Le Bourhis (directrice de Résines Estérel Azur), Abdel Gassi (directeur de FIE), Pauline Calmette (directrice de Sol-Cités), et Lionel Simone (directeur d'ABI o&i). M.L.M.

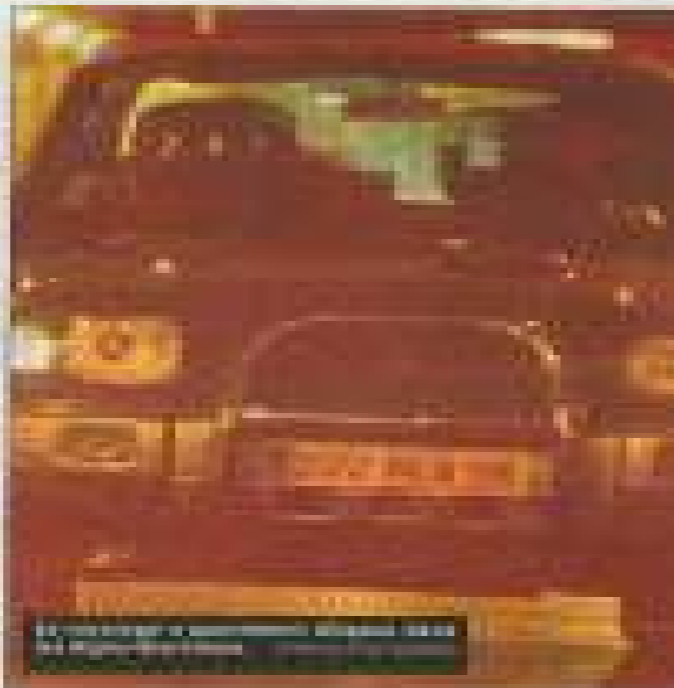
*** INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

Le grand exode des

raison du plus vilain métier
de travailleurs du sexe ont fui
de la contamination, se retrouvent
seuls.

Environ 100 personnes ont
été infectées par le virus de
la Covid-19, selon les données
publiées par le Centre de
surveillance et de prévention
des maladies infectieuses
de l'Organisation mondiale
de la Santé (OMS). Les
cas ont été recensés dans
plusieurs pays, dont la France.
Les autorités sanitaires
ont lancé des campagnes
d'information et de prévention
pour protéger les personnes
à risque. Les travailleurs
du sexe sont particulièrement
vulnérables en raison de
leur profession. Ils sont
souvent isolés et ont
difficulté à accéder aux
soins médicaux. Les
autorités ont donc lancé
des campagnes de
sensibilisation et de
protection. Les travailleurs
du sexe doivent être
encouragés à se faire
tester régulièrement et
à prendre des précautions
pour éviter la contamination.

Les travailleurs du sexe
sont particulièrement
vulnérables en raison de
leur profession. Ils sont
souvent isolés et ont
difficulté à accéder aux
soins médicaux. Les
autorités ont donc lancé
des campagnes de
sensibilisation et de
protection. Les travailleurs
du sexe doivent être
encouragés à se faire
tester régulièrement et
à prendre des précautions
pour éviter la contamination.



Calde de Pôle Emploi

Le Pôle Emploi a lancé
une campagne de recrutement
pour des emplois dans le
secteur de la santé. Les
candidats doivent être
motivés et avoir une
formation adaptée. Les
salaires sont attractifs et
les conditions de travail
sont bonnes. Les
candidats doivent être
capables de travailler
en équipe et de gérer
le stress. Les
salaires sont attractifs et
les conditions de travail
sont bonnes. Les
candidats doivent être
capables de travailler
en équipe et de gérer
le stress.

« Elles se serrent les coudes »

Les femmes se serrent
les coudes dans le monde
du travail. Elles doivent
être fortes et résilientes.
Elles doivent être capables
de gérer le stress et de
travailler en équipe. Les
salaires sont attractifs et
les conditions de travail
sont bonnes. Les
candidats doivent être
capables de travailler
en équipe et de gérer
le stress.



Les femmes se serrent
les coudes dans le monde
du travail. Elles doivent
être fortes et résilientes.
Elles doivent être capables
de gérer le stress et de
travailler en équipe. Les
salaires sont attractifs et
les conditions de travail
sont bonnes. Les
candidats doivent être
capables de travailler
en équipe et de gérer
le stress.

Santé

nice
Samedi 2 décembre

Encore enfant, déjà maman... Qui sont-elles

Soins Quels sont les ressorts de ces maternités précoces qui souvent répondent da
à un désir de grossesse qu'à celui d'un enfant ? Quel destin pour celui-ci ? Colloque

Alors que l'âge moyen des
mères à la naissance de leur
premier enfant ne cesse
d'augmenter, chaque année, en
France, quelques milliers de jeunes
filles parmi lesquelles des enfants
de moins de 15 ans, deviennent
maman. Quelles difficultés particu-
lières posent ces grossesses
adolescentes ? Comment accou-
pagner au mieux ces jeunes ma-
mans et leurs enfants ? Ces ques-
tions faisaient ce matin-ci, l'objet
d'une table ronde lors du collo-
que organisé par l'association
A.L.C. sur le thème : « Protéger
de la naissance à l'âge adulte : un
enjeu d'avenir ».



Souvent, c'est le désir de grossesse, plutôt que le désir d'enfant qui conduit à ces grossesses.
L'enfant n'a pas les mêmes chances de créer ce lien d'attachement nécessaire et suffisant à son
bon développement psychique.

n'a plus de direction et attend que
les autres prennent... » image
Brigitte Erbehou.

« A un moment où il faut choisir : se
développer et s'épanouir, en-
trer dans la société, s'engager dans
un parcours professionnel etc, l'en-
fant adolescent décide avec cette
grossesse, de
faire un arrêt
sur images et
de régresser
en « l'enfant
à naître ».

enfant et bien l'accueillir », rassure
aussi-tôt Brigitte Erbehou. A condi-
tion, pour ces très jeunes mamans,
d'être accompagnées par des pro-
fessionnels. « Il peut exister chez
elles un refus inconscient de l'enfant
qui est né : "Qu'est-ce que j'en
fais ?" Il n'est pas rare non plus
qu'elles souffrent d'un état dépressif
après la naissance de l'enfant, par-
ticulièrement lorsqu'elles-mêmes ont
été victimes de maternités précoces ». Ce qui,
dans les faits, est assez fréquent,
avec une répétition de maternités
précoces d'une génération à
l'autre. Faute de socle de sécurité,
l'enfant qui vient au monde dans
ce contexte n'a pas le privilège des
mêmes chances qu'un autre de
créer le lien d'attachement néces-
saire et su-
ffisant pour
l'enfant. Il est
souvent isolé
et se retrouve
dans un monde
qui n'est pas
le sien. Il n'a
pas accès à
un cadre de
sécurité et de
protection.

Une grossesse comme un arrêt sur images

Ils parlent de nous !

PORTAIL FSE
FRANCE
JUN 2021



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Le portail officiel du **FONDS SOCIAL EUROPÉEN EN FRANCE**

Le site officiel est financé par le Fonds Social Européen et le Ministère de l'Économie et des Finances.

France **engagement** en France

FSE M40 DOSSIER THÉMATIQUE DÉCRYPTAGE & ÉVALUATION FSE, MODE D'EMPLOI **CONCERTATION FSE**

FSE M40 • FSE M40 • AC.Sé, un dispositif d'urgence pour mettre à l'abri des victimes de la traite des êtres humains

Ac.Sé, un dispositif d'urgence pour mettre à l'abri des victimes de la traite des êtres humains

09.06.2021 | [Accueil FSE](#)

Créée en 1911, l'association ALC agit dès 1958, pour l'accueil de femmes en errance ou en situation de prostitution dans les Alpes-Maritimes. Voici une vingtaine d'années, elle lance un dispositif innovant, Ac.Sé (accueil sécurisé) pour mettre à l'abri des victimes de la traite des êtres humains. Avec le même

* VICTIMES DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS



Notre association Agir pour le lien social et la citoyenneté (ALC) est présente depuis plus de 100 ans pour aider et protéger les enfants comme les adultes en situation de vulnérabilité et d'exclusion dans le département des Alpes-Maritimes. Fondée en 1911, elle est l'une des rares associations du territoire Reconnue d'utilité publique (RUP) par l'État français.

Notre mission en deux mots : protéger et insérer les plus vulnérables d'entre nous.

Agir pour le Lien social et la Citoyenneté (ALC)

2 av. du docteur Émile Roux, 06200 Nice

Tél. : 04 93 52 42 52



L'engagement solidaire depuis 1911

SUIVEZ TOUTES NOS ACTUALITÉS
SUR NOTRE SITE INTERNET :

www.association-alc.org

ET SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX

@AssociationALC

@agir-pour-le-lien-social-et-la-citoyenneté-alc

Création & impression : www.quadri-city.com
Crédits photo : Pexels, Roxanne Berry pour WUM